

Bonjour à tous,

Je tiens avant tout à vous remercier de nous donner la parole ce soir, au nom de SUD-Energie et de Solidaires. Je tiens également à saluer cette initiative unitaire, à l'heure grave où le gouvernement ouvre le capital d'EDF

EDF est un cas emblématique, mais pas unique, de l'absurdité du dogme libéral qui se moque des faits, comme il se moque des citoyens. Au nom de ce dogme, le Gouvernement enchaîne les plans de privatisation : ouverture du capital de GDF, privatisation des autoroutes, de la SNCM, puis aujourd'hui du nouveau tram de Marseille. Parallèlement, la privatisation rampante se poursuit à la SNCF, à la Poste, dans le secteur de la santé ou de l'éducation.

Nous allons revenir rapidement sur quelques uns des mensonges servis par le Gouvernement et la Direction d'EDF pour continuer à justifier la libéralisation du secteur électrique et la privatisation d'EDF.

- Aujourd'hui, seul **1,3% des sites éligibles sont partis à la concurrence**, malgré les objectifs de perte de client qu'EDF fixe à ses commerciaux. Et encore, la plupart le regrette ! Pourquoi ? Bien évidemment à cause de la hausse des prix, qui ont doublé depuis la création du marché, et se trouvent aujourd'hui 40% au dessus du tarif réglementé.

Dans cette situation, la Commission de Régulation de l'Electricité (CRE) propose tout simplement de supprimer les tarifs réglementés, dont peuvent encore bénéficier les clients qui le souhaitent. **Ainsi arrive-t-on à une inversion stupéfiante de l'objectif et des moyens : il ne faut plus instaurer la concurrence pour faire baisser les prix, mais faire monter les prix pour permettre la concurrence !** Lorsque les tarifs réglementés seront supprimés, les prix pourront flamber sans limite.

- **Deuxième mensonge : « L'Etat reste majoritaire, il ne s'agit donc pas de privatisation, ça ne change rien ».**

On sait où mènent les privatisations partielles, à l'image de France Télécom.

Mais surtout, même avec une ouverture du capital limitée à 15%, le mal est fait, comme le démontrent les nouveaux objectifs d'EDF, inscrits dans son plan industriel :

- objectif n°1 : augmenter la rentabilité financière de l'entreprise, pour passer de 2 à 7%, dans un premier temps ...
- objectif n°2 : augmenter les parts de marché en Europe

Les missions de service public sont loin derrière !

- **Troisième mensonge : « L'entreprise a besoin de capitaux pour se développer : investir dans les réseaux, le parc de production, la Recherche ».**

La réalité est toute autre : ces capitaux serviront à financer les prises de participation en Europe (estimées dans le Plan Industriel à 20 Mrds d'euro d'ici 2007).

Quand on sait qu'EDF détient déjà le plus gros parc installé d'Europe, on comprend que sa seule ambition est de maximiser son profit et son pouvoir au détriment des salariés et des usagers.

Quand à la Recherche et Développement, elle semble être un argument vendeur, tant pour le gouvernement que pour EDF.

Les pleines pages de pub qu'EDF met dans les journaux annoncent : « grâce à ces nouveaux moyens financiers (*ceux issus de l'ouverture du capital*), nous (*EDF*) pourrons continuer d'investir chaque jour en recherche et développement ... ». Dans une entreprise qui projette de supprimer 1/3 de ses effectifs et budgets de R&D, ça s'appelle de la publicité mensongère !

- **Quatrième mensonge « cela représente pour notre économie beaucoup d'emplois » :**

Pas à EDF en tous cas, où des diminutions massives d'effectif sont attendues, comme d'ailleurs dans toutes les entreprises privatisées : de l'ordre de 25000 emplois d'ici 2009 !

Pas non plus dans les entreprises grandes consommatrices d'électricité qui menacent de délocaliser à cause de hausses de prix de l'électricité induites par l'ouverture des marchés

- Selon M. Villepin, « **La signature d'un contrat de service public entre l'Etat et l'Entreprise constitue une avancée considérable** ». Un mensonge de plus!

Sur les tarifs, en lieu et place de l'actuelle péréquation nationale, les seules contraintes qui subsistent concernent les tarifs régulés (acheminement et fourniture), pour une durée limitée à 5 ans.

Or, la disparition du tarif régulé de fourniture est à craindre à très courte échéance, comme nous l'avons déjà dit.

Quand au prix de marché, qui risque de devenir la règle, il ne se voit bien sûr appliquer aucune forme de péréquation tarifaire, comment pourrait-il en être autrement ?

Le contrat prévoit d'ailleurs **qu'une grande partie des missions de service public sera financée par les seuls clients non éligibles.**

On se dirige donc tout droit vers un système où les plus petits clients paieront très cher, alors que les plus gros, ayant les moyens d'exercer un lobbying auprès du gouvernement ou de l'entreprise, bénéficieront de prix plus bas, par exemple sous la forme de prise de participation dans les nouveaux moyens de production.

Sur **l'accès au courant pour les plus démunis**, aucune avancée par rapport à l'existant. Le contrat ne garantit évidemment pas le droit à l'Energie, qui passe par l'interdiction des coupures.

Restent les **autres missions de service public**, sur lesquelles le Gouvernement préfère ne pas s'attarder :

- la **sûreté** nucléaire n'est en rien garantie par ce contrat de service public. Rien n'est prévu pour freiner les baisses d'effectif, la sous-traitance à moindre coût utilisant des salariés souvent précaires, mal formés, mal protégés.
- le **Service Public de proximité**, dont la crise actuelle des banlieues nous rappelle l'importance, ne sont pas plus garantis. Je citerai simplement le contrat de service public : « *le maintien du réseau d'accueil de proximité doit être recherché* ». Il n'est donc pas garanti. Et plus loin, on apprend que des téléguichets pourront se substituer aux agences : assurément, les personnes en difficulté de paiement vont apprécier de se trouver nez à nez avec une borne informatique ! Sur Paris, par exemple, le projet de la direction est de ne garder que 2 agences.
- S'agissant de la **Recherche et Développement**, j'ai déjà évoqué les baisses drastiques de moyen qu'elle subit. Le contrat de service public n'inverse en rien cette tendance et n'offre aucune garantie de moyen ni de contrôle par la collectivité de ses orientations.

Quant à la maîtrise de la politique énergétique de la France, peut-on vraiment croire à la possibilité de la piloter par des artifices de type « permis d'émission » échangés sur des « marchés » ?

La vacuité de ce contrat démontre que la théorie d'une régulation des missions de service public déléguées au privé est un leurre.

Au contraire, la privatisation vise uniquement à générer du profit pour les actionnaires, tout en laissant à la charge de la collectivité les risques et les coûts non évaluables, comme par exemple celui du démantèlement des centrales nucléaires.

A la lumière de ces faits, force est d'admettre que le service public de l'énergie est gravement menacé, comme le sont l'ensemble des services publics soumis à la concurrence.

Force est de constater également que la logique, l'argumentation et les preuves factuelles, ainsi que l'expression majoritaire des citoyens ne sont d'aucune utilité face à ce Gouvernement qui agit uniquement par dogmatisme aveugle et intérêt de caste.

Force est de constater enfin que, malgré une mobilisation massive des salariés, malgré une présence syndicale très importante, à EDF par exemple, rien aujourd'hui n'a pu bloquer ces privatisations et ces mises en concurrence.

Nous ne pouvons faire l'économie d'une analyse de cet échec, pour pouvoir construire une stratégie gagnante.

Ces dernières années nous ont démontré plusieurs choses :

- Il est totalement illusoire de vouloir accompagner le libéralisme imposé par le Gouvernement, en essayant d'amoindrir ses effets, ou d'obtenir des compromis (« ouverture partielle », filialisation, maintien apparent du statut des salariés).
- Même s'il est important et nécessaire de participer tous ensemble à des réflexions sur les services publics que nous souhaiterions, nous ne pouvons nous contenter d'attendre 2007 et une hypothétique alternance favorable : la destruction des services public est extrêmement rapide et laissera des traces difficiles à effacer. Ainsi, la renationalisation d'EDF, mais surtout le démantèlement de l'oligopole européen qui se met en place seront complexes. Et la désorganisation de l'entreprise induite par son éclatement en entités indépendantes, les pertes de compétence liées aux baisses d'effectif, laisseront des séquelles durables.
- Les combats ne peuvent être victorieux si les salariés se retrouvent isolés, comme l'a montré le conflit de la SNCM.

Sous peine de perdre les batailles des services publics unes par unes, il est donc fondamental de mener un front uni et interprofessionnel de défense de l'ensemble des services publics.

- Nous avons également appris qu'il est insuffisant d'en rester à des formes de mobilisation dont l'objectif se limite à alerter l'opinion, même si cette alerte est indispensable. Seule une mobilisation représentant un risque politique pour le Gouvernement peut être efficace.

Nous pensons que le mouvement du Printemps 2004 à EDF aurait pu faire céder le Gouvernement, si la stratégie avait été celle de la préparation d'une grève nationale, massive, reconductible du personnel, au lieu d'une succession de journées d'actions isolées.

Parce qu'elle crée les conditions d'une action efficace sur l'outil de travail, et par la menace de généralisation à d'autres secteurs de l'économie qu'elle représente, nous sommes convaincus qu'une telle grève aurait pu être victorieuse.

Une occasion a été manquée alors d'enrayer la folie libérale du Gouvernement.

Mais aujourd'hui, malgré ces défaites successives, des éléments positifs apparaissent, en particulier :

- une prise de conscience de plus en plus répandue dans la population que les services publics ne peuvent être soumis aux lois du marché, comme en témoigne le vote du 29 Mai dernier
- cette prise de conscience semble s'étendre dans les partis politiques
- la création d'une fédération nationale des collectifs de défense des services publics, mouvement auquel nous participons activement

Dans cette situation, nous devons rester mobilisés tous ensemble pour :

- nous opposer à l'ouverture du capital
- nous opposer à la suppression du tarif réglementé
- empêcher l'ouverture à la concurrence des particuliers, prévue au 1^{er} juillet 2007
- dénoncer les achats d'EDF à l'étranger, qui contribue à constituer l'oligopole européen, et qui éloigne EDF de ses missions de service public
- nous opposer systématiquement aux fermetures d'agence, aux suppressions d'emploi, au recours à la sous-traitance
- réclamer un débat et une plus grande transparence sur la politique énergétique
- exiger l'abrogation de la loi de changement de statut, la renationalisation du service public de l'énergie et le retour au monopole.

Nous devons préparer massivement la manifestation du 19 Novembre, qui a fait de l'arrêt de la privatisation d'EDF une revendication centrale.

Au-delà, vous savez que 4 fédérations syndicales appellent à une grève reproductible à la SNCF à partir du 21 Novembre contre la privatisation rampante de leur entreprise.

N'est-il pas indispensable de rejoindre nos camarades de la SNCF dans ce combat, pour aller vers une généralisation de la grève à EDF et à l'ensemble des services publics.

C'est tous ensemble que nous pourrons gagner.